

20 septembre 1995, Québec

Allocution à l'Assemblée nationale pour l'adoption de la question référendaire

Monsieur le Président,

La question que cette Assemblée va adopter tout à l'heure est cruciale pour l'avenir des Québécois.

Elle est cruciale parce que les femmes et les hommes du Québec doivent choisir entre se donner un nouveau départ sur des bases saines en votant Oui, ou alors voter Non et rester dans une impasse ruineuse pour le Québec, néfaste pour l'emploi, débilante pour notre économie.

L'impasse canadienne frappe les Québécois de plein fouet, dans leur dignité et dans leur portefeuille. Cette impasse, elle « intensifie l'insatisfaction, l'incertitude et l'instabilité ». C'est un constat tellement criant que le président des Québécoises et Québécois pour le Non M. Michel Bélanger a utilisé exactement ces trois mots pour décrire le Canada actuel. L'impasse intensifie l'insatisfaction, l'incertitude et l'instabilité. Il l'a écrit, en toutes lettres, dans le rapport qu'il a signé, le rapport Bélanger-Campeau. Les membres libéraux de la commission, qui sont ses collègues d'aujourd'hui, l'ont tous signé aussi. Vont-ils se faire traiter de « cave » pour autant? Peut-être, mais pas par moi.

Le coût, sur l'économie québécoise, de l'impasse canadienne et de la chicane continuelle est écrasant, et le chef de l'Opposition le sait très bien. Il n'a pas nié ce matin avoir posé le diagnostic terrible qu'il faisait lorsqu'il était chargé des comptes de l'État québécois, lorsqu'il était Président du Conseil du Trésor. Dans une phrase courte et claire, il a déclaré « le fédéralisme est tout croche à cause de l'encroachment, évidemment, du fédéral, ce qui nous coûte une fortune. C'est ça qui coûte 30 000 000 000 \$ de déficit, essentiellement. » On peut chipoter sur les chiffres, mais pas sur le constat de base. Le chef des forces fédéralistes a raison: c'est le fédéralisme qui nous coûte une fortune. C'est la volonté folle des gouvernements fédéraux, notamment ceux de Pierre Trudeau et de Jean Chrétien de nous vendre leur fédéralisme à même nos cartes de crédit, qui nous coûtent une fortune. Le déficit fédéral de 30 000 000 000 \$ par année, le fardeau imposé à toutes nos générations, M. Johnson a raison, c'est le fédéralisme qui l'a créé. Et il n'y a qu'une façon de cesser l'endettement, de mettre de l'ordre dans nos affaires, c'est de quitter ce fédéralisme, c'est de voter Oui.

Depuis quelques jours, le camp du Non a entrepris une opération coup de poing: affiches illégales, accusations sans preuves, refus de reconnaître le verdict démocratique, intimidation des journalistes de Radio-Canada par son président, l'ancien ministre fédéral de la culture. Beaucoup de fumée, M. le Président, beaucoup d'éclat. Mais pour cacher quoi. Pour cacher ce que les chefs du Non savent très bien. Pour cacher que l'empereur fédéral est nu. Pour cacher que ce pays dont on nous vante les mérites, il a été construit à crédit, avec les épargnes de nos travailleurs et en hypothéquant l'avenir de nos jeunes. Pour masquer les échecs, répétés, constants, et de plus en plus durs, de toutes les tentatives de réformer ce fédéralisme tout croche qui saigne l'économie du Québec.

L'impasse que nos amis défendent avec un tel acharnement, le régime que M. Chrétien nous promet de perpétuer sans changement et sans fin, qu'a-t-il donné au Québec, sinon plus de chômage et de pauvreté qu'ailleurs au Canada? Le ministre Ouellet nous l'a dit, l'autre jour: ce que le fédéralisme, ce que M. Chrétien, a fait pour le développement de Montréal: Mirabel. Ils nous ont donné Mirabel.

Bien sûr, on le sait, le Québec et le Canada disposent de beaucoup de ressources naturelles et cela fait d'eux des pays riches en ressources naturelles. Toutefois ce qui distingue le Canada des autres pays, c'est le peu d'attention qu'il porte à la qualification de sa main d'œuvre. Ce que les chiffres de la Banque Mondiale indiquent c'est que le Canada tombe au 25e rang lorsqu'on le compare sur la base des ressources humaines. On n'a pas le droit d'abandonner les gens au chômage comme le fait le fédéral. Il faut permettre aux travailleuses et aux travailleurs d'accroître leur compétence pour qu'ils puissent conserver leur emploi et d'améliorer leur qualité de vie.

Le régime dont les chefs du camp du Non vantent les mérites, c'est celui qui pris les taxes de nos travailleuses et de nos travailleurs, et les a divisés en deux. Il en a pris une partie pour créer des bonnes jobs, en Ontario, en recherche et en développement, en Ontario, en dépenses structurantes, en Ontario. Il a pris l'autre partie pour investir dans le chômage au Québec, c'est ça le régime qu'il veut continuer: les bonnes jobs en Ontario, le chômage au Québec.

Le chef de l'opposition parle des 30 000 000 000 \$ que nous coûte le fédéralisme. Il devrait aller plus loin. C'est sans compter l'argent qui ne revient jamais chez nous. Sans compter les petites et les grandes mesquineries du régime fédéral envers le Québec. Pour le seul ministère de la défense, le Québec a eu, depuis dix ans, un manque à gagner de 6 000 000 000 \$. En clair, Monsieur le président, si le fédéralisme avait traité le Québec avec justice et équité, nous aurions eu 6 000 000 000 \$ de plus dans notre économie depuis dix ans. On n'a pas parlé des achats de biens et services du fédéral, de ces achats qui font rouler les entreprises et qui créent des emplois. Là encore, le Québec n'a pas eu sa juste part. Là encore, le fédéralisme nous a coûté cher. Combien: en dix ans, il nous a coûté 12 000 000 000 \$. Même cette année, même dans une année référendaire, le Québec, qui forme 25 % de la population canadienne ne reçoit que 16 % des investissements fédéraux. Le message d'Ottawa est clair: il n'y a qu'une façon d'avoir notre juste part pour les dix, pour les 20, pour les 100 prochaines années, c'est de voter Oui et de faire la souveraineté. Depuis quelques jours, le chef de l'opposition monte sur ses grands chevaux au sujet d'un document qu'il n'aurait pas lu, pas vu, pas approuvé. Mais où sont-ils les vrais documents du Parti libéral? Où est-elle la vraie plateforme du Parti libéral? Où se cachent les membres du comité constitutionnel du Parti libéral? Depuis une semaine, ils sont muets comme des carpes, ils ne répondent à aucun appel, ne donnent aucune explication. M. Maurice Richard, président du comité, a-t-il le début d'un bout de papier à montrer aux Québécois sur ce qui les attendrait après un Non?

Depuis des mois, les libéraux sont censés produire des documents pour dire aux Québécois ce qui se passera s'ils votent Non. Avec quel résultat? Aucun? Ils n'ont rien fait? Le chef libéral aurait-il nommé un comité d'incapables? Vont-ils être traité de « caves » par leur président? Ou est-ce qu'ils ont été convoqués au bureau de Jean Chrétien, comme MM Johnson et Bélanger cet été. Comme Mme Robillard la semaine dernière. Comme M. Preston

Manning hier. Est-ce qu'on les a fait taire? Est-ce qu'on leur a interdit de dire ce qu'ils savent? De dire que le fédéralisme est tout croche. De dire que le fédéralisme nous coûte une fortune. De dire que l'impasse canadienne, si on vote non, va intensifier l'incertitude et l'instabilité? Nous, nous avons des choses à dire aux Québécois. Nous, nous n'avons pas peur de mettre cartes sur table. Nous avons envoyé notre proposition dans tous les foyers, pour que chacun puisse lire, juger, commenter, questionner. Nous, nous savons que les conséquences d'un Oui, c'est d'améliorer les vies des Québécois. D'améliorer l'emploi, d'améliorer le sort des jeunes et des aînés, de cesser l'endettement et de se faire respecter, oui, comme francophones d'Amérique. Les conséquences d'un Oui, elles sont positives, constructives, emballantes, on le sait et on le dit.

Et d'ailleurs je tiens à souligner la contribution exceptionnelle de M. André Ouellet au débat sur l'avenir du Québec. Si j'en crois une dépêche de la presse canadienne d'hier, je cite, « dressant la liste des vertus du Canada, dont la pureté de l'air et la propreté de l'eau, M. Ouellet a dit que tout cela pourrait être menacé par un Oui au référendum. » Très intelligent, M. le Président. Très fort. Évidemment j'espère que personne, de l'autre côté de la chambre, ne va le traiter de cave.

Mais les conséquences d'un Non? Pourquoi le silence de l'autre côté? Est-ce qu'ils savent des choses qui ne sont pas disables, pas écrivables? Est-ce qu'ils savent que Jean Chrétien attend le 31 octobre pour s'attaquer aux pensions de vieillesse? Oui ils le savent. À Ottawa, la réforme est prête, mais ils la cachent. Ils la sortiront après le référendum, si les Québécois votent Non.

Est-ce qu'ils savent que Jean Chrétien attend le 31 octobre pour réduire les prestations de chômage et frapper de plein fouet des dizaines de milliers de femmes et d'hommes du Québec? Oui ils le savent. Ils savent que l'an dernier, le fédéral a déjà poussé 12 000 foyers québécois sur l'aide sociale. Ils savent que les propositions envisagées à Ottawa pousseront 40 000 autres foyers québécois sur l'aide sociale après un Non, et réduiraient les prestations de 28 000 autres foyers. Ils savent qu'après un Non, les travailleurs qui ont cotisé vaillamment pour leur assurance-chômage, vont devoir se priver de 5 à 10 % de leurs prestations. 10 % M. le Président, ça fait tout un trou dans un budget familial.

Est-ce qu'ils savent que Jean Chrétien attend le 31 octobre pour couper encore dans les transferts aux provinces, et qu'il va faire payer les Québécois pour leur décision de rester dans le fédéralisme? Oui ils le savent. Mais le fédéral nous cache l'ampleur du coup qu'il s'appête à porter au Québec. Nous l'avons évalué à 650 000 000 \$ de coupures l'an prochain, et à presque 2 000 000 000 \$ l'année suivante. C'est autant de nos impôts, de notre argent qui ne nous sera pas retourné. C'est autant d'argent de moins pour la santé, l'éducation, la formation. Est-ce qu'ils savent que Jean Chrétien attend le 31 octobre pour envahir encore plus les champs d'autonomie québécoise, pour faire encore plus d'encroachment, comme le dit le chef de l'opposition officielle? Oui ils le savent. Ottawa s'est déjà donné le moyen d'imposer des normes pour l'éducation post-secondaire, et veut continuer à couper les budgets de la santé, tout en nous imposant ses normes nationales. Ils le savent, et leur silence est coupable. Les chefs du Non ont monté une opération coup de poing, pour détourner l'attention du coup de poing que les Québécois vont encaisser du fédéral après un Non.

Les chefs du Non proposent aux femmes et aux hommes du Québec de mettre leur avenir entre les mains de Jean Chrétien, de Clyde Wells et de Roy Romanow. En cachant leur position, en taisant ce qu'ils savent, les chefs du camp du Non veulent que les Québécois signent un chèque en blanc à Chrétien, Wells et Romanow, ceux-là même qui ont passé les quinze dernières années à nous bousculer, à nous rapetisser et à nous endetter. Ça ne marchera pas, M. Le président, ça ne marchera pas. Les femmes et les hommes du Québec ne sont pas les « caves » que décrit le président du comité du Non. Ils ne se feront pas avoir à faire confiance à des gens qui n'ont rien à faire de leur intérêt, à des gens qui ne les respectent pas. Parce qu'à la base de tout, il doit y avoir le respect. Et il en manque, M. le président. Il en manque chez nos amis d'en face, envers l'intelligence des Québécoises et des Québécois. Et il en manque au Canada, envers la dignité des Québécoises et des Québécois.

Plusieurs fois pendant le débat, les tenants du Non ont demandé une raison de faire la souveraineté. Je comprends qu'ils ont été distraits par leurs sparages, mais ces raisons, ce sont les mêmes que celles qu'ils avaient, eux, lorsqu'ils étaient favorables à la souveraineté, lorsqu'ils votaient pour une loi sur la souveraineté, lorsqu'ils adoptaient un programme contenant la souveraineté.

Mais c'est aussi la même raison pour laquelle ils ont adopté le livre beige de Claude Ryan, la même raison pour laquelle ils ont proposé l'Accord du lac Meech. La raison, c'est que le Québec forme un peuple, et que cette réalité doit être reconnue. Pas seulement parce qu'un peuple mérite le respect et la reconnaissance, ce qui est déjà beaucoup. Mais parce qu'un peuple reconnu a la capacité de gérer ses affaires comme il l'entend. La raison, c'est aussi que ce peuple aspire à l'égalité, comme les autres peuples.

La reconnaissance et l'égalité, tous les membres de cette Assemblée, sans exception, se battent pour l'obtenir. Le fédéralisme canadien, de plus en plus dogmatique et intransigeant, refuse de les accorder au Québec. En fait, nous avons assisté il y a quelques jours à l'exact reflet de ce que le fédéralisme dogmatique propose aux Québécois. Interrogé sur la société distincte, sur l'importance de reconnaître ce principe, le premier ministre du Canada, spontanément et avec toute la candeur qu'on lui connaît, s'est donné en exemple. Il a expliqué qu'être distinct, c'est parler anglais avec un accent.

Parler anglais avec un accent, c'est l'avenir que propose le fédéralisme dogmatique aux Québécois. Parler anglais avec un accent, c'est la vision qu'a le premier ministre canadien de l'apport des Québécois, de la vitalité de notre culture, de la noblesse de la cause de tous ceux qui se sont battus pour la reconnaissance de la société distincte. Parler anglais avec un accent: moi, ça ne m'intéresse pas comme avenir. Ça n'intéresse pas les Québécois. Nous voulons un changement, parce que nous voulons être respectés, par nos voisins, mais aussi par nos concitoyens. Nous voulons une société où le capitaine des Canadiens de Montréal trouve normal de respecter la langue de la majorité. Nous voulons une société où un premier ministre libéral ne se moque pas de sa population francophone.

Pendant le débat des derniers jours, plusieurs membres de l'Assemblée se sont beaucoup intéressés à l'offre de partenariat. Son contenu et son fonctionnement. Je peux vous dire, en tout cas, que l'intérêt suscité par cette offre est remarquable. Malgré le barrage de commentaires des politiciens du Canada-anglais, la moitié de nos voisins se

disent favorables, je dis bien favorables à un Partenariat économique et politique. La majorité de nos voisins immédiats, de l'Ontario et des maritimes, se disent aussi favorables à ce partenariat. Et quand on demande à tous les Canadiens, au-delà de leur opinion personnelle, s'ils pensent que ce Partenariat va exister, ils répondent majoritairement « Oui, il va exister ». Il y a donc, chez nos voisins, une sagesse collective qui s'installe sur ce que doivent être les rapports entre un Québec souverain et son voisin canadien. Eux aussi, au Canada, ils veulent une souveraineté tranquille. On s'en doutait. Maintenant on le sait.

Cette offre de partenariat, elle a eu un deuxième impact, au sein des élites canadiennes et québécoises. Des fédéralistes qui, tout récemment, disaient qu'un Québec souverain serait coupé du reste du monde, admettent maintenant qu'un Québec souverain aurait des relations tout à fait normales avec ses voisins, au niveau économique. Dans la Presse de samedi dernier, M. Alain Dubuc, qui n'est pas membre de mon fan club, a écrit ce qui suit, et je cite: « Il est parfaitement exact que le reste du Canada, face à la souveraineté, à moins d'être suicidaire, ne pourra pas fermer ses frontières au commerce et sera donc forcé de maintenir ses échanges avec le Québec. » Il poursuit en écrivant: « cette admission aurait ravi les souverainistes, il y a quelques années ».

Je corrige: elle nous ravit aujourd'hui. Nous n'avons jamais douté de ces choses, de notre côté, car c'est l'évidence même. C'est la réalité économique qui imposera le maintien de l'espace économique et monétaire. Mais ça fait toujours plaisir de voir des gens se rallier à notre lecture des faits. Pas tellement parce que c'est un éditorialiste fédéraliste qui parle. Mais parce que cette position est au diapason de déclarations des plus hauts responsables politiques canadiens: Il y a une douzaine de jours, le premier ministre de l'Ontario, donc, de notre principal partenaire commercial, a indiqué qu'après un Oui, les relations commerciales avec le Québec seraient maintenues, et que l'Ontario traiterait avec le Québec, je cite: à l'égalité avec les États-Unis. Résumons [-] nous: si on vote Oui, non seulement le Québec maintiendra ses relations commerciales avec ses principaux partenaires, mais en plus, il sera reconnu et traité d'égal à égal, avec le respect que l'on doit à un voisin comme les États-Unis.

Jamais, monsieur le président, en 128 ans de négociations et d'échecs constitutionnels, nos amis d'en face n'ont réussi à obtenir un tel résultat. Depuis l'entente du 12 juin, nous, nous avons réussi.

Et ce n'est pas tout. Dimanche à Saint-Georges de Beauce, la ministre fédérale responsable des relations avec le Québec, Mme Lucienne Robillard, a indiqué que non seulement les rapports commerciaux seraient maintenus mais que le Canada pourrait « conclure une entente commerciale » avec le Québec souverain.

Alors vous voyez, en quelques mois, nous avons réussi à convaincre une majorité de Canadiens et les représentants du gouvernement ontarien et canadien qu'une association économique avec le Québec était inévitable, car elle est dans l'intérêt des deux parties. De plus, les citoyens de nos voisins immédiats sont majoritairement favorables à un Partenariat économique et politique avec le Québec de demain.

Monsieur le président, jamais le Québec n'aura abordé de négociations avec le Canada dans une situation aussi enviable. Avec Ottawa, depuis 30 ans, nos amis d'en face ont tout essayé:

la politesse, la complicité, l'amitié, l'agressivité, l'ultimatum et le couteau sous la gorge. Ils n'ont rien récolté. Que du vide et encore du vide.

Mais au contraire, si les Québécois votent Oui le 30 octobre, à une souveraineté tranquille, rai sonnée, sereine, ils savent déjà qu'au minimum, les échanges économiques avec le Canada seront maintenus, et qu'il y a chez nos voisins des millions de gens qui veulent d'un Partenariat économique et politique. Des millions de gens.

Imaginez ce que ça sera, lorsque nous aurons voté Oui.

Merci M. le président.